



Arrêté préfectoral portant autorisation temporaire au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif aux prélèvements d'eau pour la campagne d'irrigation 2021 dans les communes des bassins de la Vienne et de la Gartempe

Le Préfet de la Haute-Vienne
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, partie législative ;
Vu les articles R214-1 à R214-31 et R214-41 à R214-56 du code de l'environnement (partie réglementaire) ;
Vu les arrêtés du 11 septembre 2003 modifiés fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0 de la nomenclature et aux forages relevant de la rubrique 1.1.1.0. ;
Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;
Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Vienne ;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 relatif au regroupement des demandes d'autorisation temporaire de prélèvement d'eau pour l'irrigation à des fins agricoles dans les communes des bassins versants de la Vienne et de la Gartempe au titre de la campagne 2021 ;
Vu la demande et le dossier annexé de la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, déposés le 7 mai 2021, relatifs aux prélèvements d'eau pour la campagne d'irrigation 2021 et regroupant les demandes individuelles des irrigants situés dans les bassins versants de la Vienne et de la Gartempe ;
Vu le rapport du 10 mai 2021 du directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne ;
Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 25 mai 2021 ;

Considérant que les prélèvements effectués ne sont pas de nature à aggraver les conditions d'écoulement des eaux et qu'il s'agit d'une activité saisonnière n'ayant pas d'effets importants et durables sur les eaux ou le milieu aquatique ;
Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
Considérant l'accord de la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, désignée mandataire de l'opération par arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne,

ARRÊTE

Titre I : Objet de l'autorisation

Article 1er : Autorisation temporaire

Les mandants dont la liste est annexée au présent arrêté, sont autorisés en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser de façon temporaire des prélèvements d'eau aux fins d'irrigation pour la campagne 2021.

Les rubriques concernées de l'article R214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m ³ / an mais inférieur à 200 000 m ³ / an (D).	Autorisation temporaire
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, prélèvement, installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Autorisation temporaire

Titre II : Prescriptions

Article 2 : Obligations générales de chaque mandant

Chaque mandant doit respecter :

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, ou 1.3.1.0 de la nomenclature du code de l'environnement.

- les prescriptions spécifiques propres à chacun des prélèvements faisant l'objet d'une demande d'autorisation temporaire, qui sont définies en annexe du présent arrêté,

- les prescriptions spécifiques communes à tous les ouvrages définis dans les articles ci-après.

Article 3 : Conditions d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Article 3-1: Le bénéficiaire de l'autorisation prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Lorsque les ouvrages ou installations de prélèvement sont situés en zone fréquemment inondable et qu'ils sont fixes ou que des prélèvements sont susceptibles d'être effectués lors de périodes de crues, le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires afin que les réserves de carburant et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, soient situés hors d'atteinte des eaux ou stockés dans un réservoir étanche ou évacués préalablement en cas de survenue de la crue.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont portés à la connaissance du préfet par le bénéficiaire dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer les conséquences et y remédier.

Article 3-2 : Le débit instantané du prélèvement et le volume annuel prélevé ne doivent en aucun cas être supérieurs respectivement au débit et volume annuel maximum mentionnés dans l'annexe de l'arrêté.

Par ailleurs, le débit instantané est, si nécessaire, ajusté de manière à :

- permettre de prévenir toute surexploitation significative ou dégradation de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages régulièrement exploités ;

- respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection des sources d'eau minérale naturelle ou un périmètre de protection des stockages souterrains ;

- pour les prélèvements dans les eaux de surface : permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau et ne pas porter atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement ;

- pour les prélèvements dans les eaux souterraines : ne pas entraîner un rabattement significatif de la nappe où s'effectue le prélèvement pouvant provoquer une migration de polluants, un déséquilibre des cours d'eau, milieux aquatiques et zones humides alimentés par cette nappe.

Les bénéficiaires de l'autorisation sont tenus de laisser à l'aval du point de prise un débit réservé garantissant la vie de la faune aquatique correspondant au minimum au dixième du module du cours d'eau. Si le débit naturel d'étiage est atteint ou devient inférieur à ce débit minimal, les opérations de pompage devront être interrompues.

Article 3-3 : Le préfet peut, sans que le bénéficiaire puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises visant la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Article 3-4 : Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend des dispositions pour limiter les pertes au niveau des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

Article 4 : Conditions de suivi et de surveillance des prélèvements

Article 4-1 : Dispositions communes

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence les références de l'arrêté. Lorsqu'il est prévu plusieurs points de prélèvement dans une même ressource au profit d'un même bénéficiaire et si ces prélèvements sont effectués au moyen d'une seule pompe ou convergent vers un réseau unique, il peut être installé un seul dispositif de mesure après la pompe ou à l'entrée du réseau afin de mesurer le volume total prélevé.

Les moyens de mesure ou d'évaluation installés doivent être conformes à ceux mentionnés dans le dossier déposé. Toute modification ou changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation par un autre doit être porté à la connaissance du préfet qui pourra demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans les eaux souterraines ou dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un canal ou un plan d'eau alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté, dès lors que le pétitionnaire démontre que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en termes de représentativité, stabilité et précision de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit également permettre de connaître le volume cumulé du prélèvement.

Article 4-2 : Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Article 4-3 : Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- pour les prélèvements par pompage, les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que les relevés d'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers. Lorsque des pompes mobiles sont utilisées pour prélever de l'eau à différents points, les relevés d'index sont réalisés à chaque déplacement de pompe.

- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques,

- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Le préfet peut, par arrêté, fixer les dates d'enregistrement particulières ou une augmentation de la fréquence d'enregistrement pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce cahier est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le bénéficiaire de l'autorisation.

Article 4-4 : Le bénéficiaire, le cas échéant par l'intermédiaire de son mandataire, communique au préfet, dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile, un extrait ou une synthèse du registre ou cahier visé à l'article 4-3, indiquant :

- les valeurs des volumes prélevés mensuellement et sur l'année civile,
- pour les prélèvements par pompage, le relevé de l'index du compteur volumétrique, en fin d'année civile,
- les incidents d'exploitation rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.

Le préfet peut, par arrêté, prévoir la communication d'éléments complémentaires et fixer la ou les dates auxquelles tout ou partie des informations précitées lui seront transmises, dans le cas de prélèvements saisonniers. Il désigne le ou les organismes destinataires de tout ou partie de ces informations.

Article 5 : Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Article 5-1 : En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par mise en communication de ressources en eau différentes, souterraines et superficielles, y compris de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou stockés dans un local étanche.

Article 5-2 : En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement et, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement dans les eaux souterraines, conformément aux prescriptions générales applicables aux sondages, forages, puits et ouvrages souterrains soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 précitée.

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est valable pour une durée de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

Article 7 : Renouvellement éventuel de l'autorisation

Au cours de la même année, la présente autorisation ne peut être renouvelée qu'une seule fois, à compter de sa date d'échéance, pour une durée maximale de six mois. Les permissionnaires devront en faire la demande un mois au minimum avant cette date.

Une nouvelle demande d'autorisation temporaire devra être déposée chaque année si des prélèvements d'eau doivent à nouveau être effectués.

Titre III : Dispositions générales

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande

d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à chaque mandant à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour un mandant de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du mandant tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le mandant changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Chaque mandant est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, tout mandant devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Chaque mandant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas un mandant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la direction départementale des territoires, et aux frais du mandataire, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux mairies des communes de : Aixe-sur-Vienne, Azat-le-Ris, Berneuil, Condat-sur-Vienne, Couzeix, Dinsac, Dompierre-les-Eglises, Fromental, Javerdat, Glanges, Le Chatenet-en-Dognon, Magnac-Laval, Nieul, Oradour-sur-Glane, Oradour-sur-Vayres, Panazol, Saint-Auvent, Val-d'Oire et Gartempe, Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Jean-Ligoure, Saint-Hilaire-la-Treille, Saint-Julien-le-

Petit, Saint-Junien, Saint-Junien-les-Combes, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Léger-Magnazeix, Saint-Paul, Tersannes, Vicq-sur-Breuilh.

La présente autorisation sera affichée dans les mairies dont la liste figure ci-dessus pendant une durée minimale d'un mois. Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public pour information à la direction départementale des territoires. La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.180-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent :

- par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours de deux mois prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, la sous-préfète de Bellac et Rochechouart, les maires des communes dont la liste figure à l'article 16, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée, et qui sera notifié au mandataire qui devra en informer ses mandants.

Limoges, le 15 JUIN 2021

Le préfet,

Le Secrétaire Général



Jérôme DECOURS

Annexe à l'arrêté préfectoral relatif à l'autorisation des prélèvements pour l'irrigation sur les bassins versants Gartempe et Vienne

PETITIONNAIRES			OUVRAGES			RUBRIQUES LOI SUR L'EAU					PRELEVEMENTS		
Bassin versant	Raison sociale	Commune du pétitionnaire	Type ouvrage Source prélèvement	Commune de l'ouvrage	Débit de pompage (m³/ h)	1.2.1.0 (eau superficielle)	1.1.2.0 (eau souterraine)	Surface irriguées en hectares	Nature culture	Volume demandé en m³	Volume autorisé en m³		
La Vienne Amont	GAEC CHAMPS LIBRES	SAINTE JULIEN LE PETIT	Retenue connectée	SAINTE JULIEN LE PETIT	45	A	nc	3,5	Marachage	8 000	8 000		
La Vienne Amont	EARL MARTEL	LE CHATENET EN DOGNON	gestion déconnectée	LE CHATENET EN DOGNON	45	A	nc	23	Céréales - protéagineux	23 000	23 000		
La Vienne Moyenne	AGUITON ETIENNE	CONDAT SUR VIENNE	Essout - connectée	CONDAT SUR VIENNE	42	nc	D	30	Céréales - protéagineux	60 000	60 000		
La Vienne Moyenne	GAEC DU BOIS LA PORTE	SAINTE JEAN LIGOURE	gestion déconnectée	SAINTE JEAN LIGOURE	79	A	nc	15	Céréales - protéagineux	12 000	12 000		
La Vienne Moyenne	DOMAINE DE LAFARGE	VICQ SUR BREUILH	Retenue connectée	VICQ SUR BREUILH	20	A	nc	30,6	Arboriculture	45 000	45 000		
La Vienne Moyenne	DOMAINE DE LAFARGE	VICQ SUR BREUILH	Retenue connectée	VICQ SUR BREUILH	20	A	nc	19,7	Arboriculture	40 000	40 000		
La Vienne Moyenne	EARL FLORICULTURE PARIS SAQUE	PANAZOL	Retenue connectée	PANAZOL	10	nc	D	2	Horticulture	15 000	15 000		
La Vienne Moyenne	SCEA DE LASCAUD SAUD	JAVERDAT	gestion déconnectée	JAVERDAT	70	A	nc	25	Céréales - protéagineux	45 000	45 000		
La Vienne Moyenne	EARL DE LASCAUD SUD	JAVERDAT	R - La Glane	SAINTE BRICE SUR VIENNE	40	A	nc	21	Céréales - protéagineux	25 000	25 000		
La Vienne Moyenne	EARL DES VERGERS DE MEGEAS	SEREILHAC	gestion déconnectée	ORADOUR (GLANE)	40	A	nc	7	Céréales - protéagineux	10 000	10 000		
La Vienne Moyenne	LAGARDE FRANCK	SAINTE LAURENT SUR GORRE	Retenue connectée	NIEUL	60	A	nc	17,34	Arboriculture	25 000	25 000		
La Vienne Moyenne	SCEA LE PUY DE VALETTE	SAINTE JUNIEN	Retenue connectée	SAINTE LAURENT SUR GORRE	3	A	nc	0,5	Horticulture	4 000	4 000		
La Vienne Moyenne	EARL DE L'ECT BILLON	ORADOUR SUR VAYRES	R - La Vienne	SAINTE JUNIEN	60	A	nc	42	Céréales - protéagineux	50 000	50 000		
La Vienne Moyenne	LES JARDINS DE COCAGNE	ORADOUR SUR VAYRES	gestion déconnectée	ORADOUR SUR VAYRES	45	A	nc	20	Arboriculture	35 000	35 000		
La Vienne Moyenne	THEVENIN DOMINIQUE	COUZEIN	gestion déconnectée	COUZEIN	30	A	nc	5	Marachage	15 000	15 000		
La Vienne Moyenne	GAEC LHOTTE	AIXE SUR VIENNE	Retenue connectée	AIXE SUR VIENNE	10	nc	D	6	Marachage	9 000	9 000		
La Vienne Moyenne	GAEC LHOTTE	ORADOUR SUR VAYRES	Retenue connectée	ORADOUR SUR VAYRES	60	A	nc	10	Céréales - protéagineux	10 000	10 000		
La Vienne Moyenne	EARL LA FERME DES ROUCELS	ORADOUR SUR VAYRES	Retenue connectée	ORADOUR SUR VAYRES	60	A	nc	10	Céréales - protéagineux	10 000	10 000		
La Vienne Moyenne	GAEC ESNAUD	GLANGES	Retenue connectée	GLANGES	24	A	nc	14	Arboriculture	10 000	10 000		
La Vienne Moyenne	EARL DU CLOS	ORADOUR SUR VAYRES	gestion déconnectée	ORADOUR SUR VAYRES	45	A	nc	5	Céréales - protéagineux	5 000	5 000		
La Vienne Moyenne	EARL DE LAUZELLE	SAINTE LAURENT SUR GORRE	Retenue connectée	SAINTE LAURENT SUR GORRE	60	A	nc	5	Céréales - protéagineux	5 000	5 000		
La Vienne Moyenne	MOULINARD JEAN-CHRISTOPHE	SAINTE PAUL	Retenue connectée	SAINTE LAURENT SUR GORRE	60	A	nc	10	Céréales - protéagineux	10 000	10 000		
La Vienne Moyenne	GAEC LABBE MARTRES	SAINTE PAUL	Retenue connectée	SAINTE PAUL	60	A	nc	9	Céréales - protéagineux	5 000	5 000		
La Gartempe	SARL LA FERME DE BORD	SAINTE BARBANT	gestion déconnectée	SAINTE BARBANT	57	A	nc	26,9	culture fourragère	14 000	14 000		
La Gartempe	SARL LES VERGERS DE L'AUMAILLERIE	SAINTE HILAIRE LA TREILLE	Retenue connectée	SAINTE HILAIRE LA TREILLE	40	A	nc	1,15	Arboriculture	3 000	3 000		
La Gartempe	SARL LES VERGERS DE L'AUMAILLERIE	TERSANNES	Retenue connectée	TERSANNES	20	A	nc	1,5	Arboriculture	3 000	3 000		
La Gartempe	SARL LES VERGERS DE L'AUMAILLERIE	TERSANNES	Forage	TERSANNES	8	nc	D	7	Arboriculture	30 000	30 000		
La Gartempe	SCEA DOMAINE DE BERNEUIL	BERNEUIL	gestion déconnectée	BERNEUIL	80	A	nc	36	Céréales - protéagineux				
La Gartempe	SCEA DOMAINE DE BERNEUIL	BERNEUIL	gestion déconnectée	BERNEUIL	100	A	nc	57	Céréales - protéagineux				
La Gartempe	SCEA DOMAINE DE BERNEUIL	BERNEUIL	gestion déconnectée	BERNEUIL	100	A	nc	57	Céréales - protéagineux	350 000	350 000		
La Gartempe	SCEA DOMAINE DE BERNEUIL	BERNEUIL	gestion déconnectée	SAINTE JUNIEN LES COMBES	80	A	nc	58	Céréales - protéagineux				
La Gartempe	GAEC DE LA CHEVECHE	AZAT LE RIS	gestion déconnectée	AZAT LE RIS	20	A	nc	13	Arboriculture	14 000	14 000		
La Gartempe	SCEA BILGER	DOMPIERRE LES EGLISES	Retenue connectée	DOMPIERRE LES EGLISES	90	A	nc	20	Céréales - protéagineux	25 000	25 000		
La Gartempe	SCEA BILGER	DOMPIERRE LES EGLISES	R - La Brème	DOMPIERRE LES EGLISES	90	A	nc	19	Céréales - protéagineux	10 000	10 000		
La Gartempe	SCEA BILGER	DOMPIERRE LES EGLISES	Retenue connectée	SAINTE HILAIRE LA TREILLE	90	A	nc	40	Céréales - protéagineux	50 000	50 000		
La Gartempe	AGUITON GISELE	TERSANNES	gestion déconnectée	TERSANNES	40	A	nc	30	Céréales - protéagineux	45 000	45 000		
La Gartempe	KNIES JOHANNES	DOMPIERRE LES EGLISES	R - La Brème	DOMPIERRE LES EGLISES	34	A	nc	3	Pomme de terre	6 000	6 000		
La Gartempe	KNIES JOHANNES	DOMPIERRE LES EGLISES	gestion déconnectée	DOMPIERRE LES EGLISES	34	A	nc	3	Céréales - protéagineux	1 500	1 500		
La Gartempe	KNIES JOHANNES	DOMPIERRE LES EGLISES	gestion déconnectée	DOMPIERRE LES EGLISES	34	A	nc	2,5	Pomme de terre	2 000	2 000		
La Gartempe	KNIES JOHANNES	DOMPIERRE LES EGLISES	gestion déconnectée	DOMPIERRE LES EGLISES	34	A	nc	2,5	Pomme de terre	1 500	1 500		
La Gartempe	EARL PONTALIER	MAGNAC LAVAL	gestion déconnectée	MAGNAC LAVAL	45	A	nc	40	Céréales - protéagineux	40 000	40 000		
La Gartempe	SARL LES CIGARDIERES	SAINTE LEGER MAGNAZEIX	Essout - connectée	SAINTE LEGER MAGNAZEIX	60	nc	D	10	Prairie temporaire	15 000	15 000		
La Gartempe	GAEC BOILEVE	FROMENTAL	Retenue connectée	FROMENTAL	145	A	nc	13	Céréales - protéagineux	12 000	12 000		

15 JUN 2021

Le Secrétaire Général



Jérôme DECOURS

Fait à Limoges, le
Le préfet de la Haute-Vienne

